

## **Séance du 22 janvier 2024**

### **Abrogation des PCA**

Le Bourgmestre Pierre HUART (LB) a retracé la procédure entreprise en 2011 pour abroger les SOL (schémas d'orientation locaux), anciennement appelés PCA (plans communaux d'aménagement) jugés obsolètes. Le Bourgmestre a rappelé qu'à l'époque, tout le Conseil communal avait voté à l'unanimité pour ces abrogations. Pierre HUART a rappelé que des Arrêts du Conseil d'État n°241.321 du 26 avril 2018, n°242.717 du 18 octobre 2018 et n°248.034 du 9 juillet 2020 ont déclaré les abrogations de 2011 comme irrégulières. Le Bourgmestre a expliqué qu'il ressort de ces arrêts du Conseil d'État que ces abrogations auraient dû être soumises à une évaluation des incidences sur l'environnement. Ce que le CWATUP ne prévoyait pas en 2011. Selon le Bourgmestre Pierre HUART cela a rendu la position juridique de la Ville intenable. La Ville a dès lors mandaté un bureau d'études pour réaliser un rapport d'incidences. Au terme de son analyse, ce dernier a proposé l'abrogation totale pour 7 SOL et l'abrogation partielle des SOL 1 et 15. Après les interventions de Gaëtan THIBAUT (Indépendant), Louison RENAULT (PluS), Bernard DE RO (Les engagés), Véronique VANDEGOOR (DéFI) et de Thierry MEUNIER (Ecolo), le Conseil communal a adopté l'abrogation des SOL par 17 voix « pour » et 9 voix « contre ».

### **Val de Thines**

Le Bourgmestre Pierre HUART a présenté le Masterplan en rappelant qu'il ne s'agissait pas d'un document réglementaire mais d'orientation. Le Masterplan vise à redonner vie à l'ancien site des papeteries (de 25 hectares) avec pour priorité le logement, ainsi que des activités annexes (commerce et artisanat). Le document propose 7 grandes orientations : créer une entrée de ville, un boulevard urbain, un espace public de référence via l'aménagement de la place des Déportés, une école au cœur du quartier, un parc accessible à toute la population, un complexe sportif, sans oublier une valorisation de la Thines. Ce point a été approuvé par 21 « oui » et 5 « abstentions ».

### **Ramassage des poubelles**

Interpellé par Véronique VANDEGOOR et Louison RENAULT, le Bourgmestre Pierre HUART a soutenu que la communication relative au changement de collecte par in BW (jours et fréquence) avait débuté dès novembre via le bulletin communal, ensuite sur les réseaux sociaux et le site internet de la Ville. La neige a compliqué les choses. Mais le Bourgmestre s'est dit confiant pour la suite. Et de rappeler que ce changement incitera les citoyens à améliorer leur tri dans un but environnemental.

### **Plaines de vacances communales**

Quant à la possibilité d'étendre les plaines de vacances à tous les congés scolaires - pour certains allongés - évoquée par Céline SCOKAERT (PluS), l'Echevine de l'Extrascolaire Isabelle BOURLEZ (Ecolo) confirme la difficulté de recruter des animateurs qualifiés, comme dans toutes les communes. Elle espère toutefois proposer une plaine d'automne, en partenariat avec la RCA des Sports et l'asbl Promo lecture. L'équipe Jeunesse n'a malheureusement pas les capacités humaines pour l'instant de prendre en charge toutes les vacances.

### **Déneigement des routes**

En réponse à Louison RENAULT qui déplorait le délaissement de routes pentues à Baulers et à

Bornival, l'Echevin des Travaux Pascal RIGOT (Ecolo) a invoqué l'intensification des chutes de neige et la diminution du trafic rendant moins efficace le sel. Sans oublier que le Plan hiver fixe certaines zones prioritaires comme les zonings, les lignes de bus et les accès aux écoles. Pour répondre à cette situation tout à fait particulière, au total, 17 véhicules se sont répartis la tâche au niveau communal, dont 3 fermiers.

### **Crèche Duvieusart**

Bernard DE RO et Evelyne VANPEE (Les engagés) souhaitent que la crèche Duvieusart propose exclusivement des places subventionnées. Par manque de subsides dans le plan Cigogne, la structure est actuellement vide, alors que tant de parents cherchent une place pour leur enfant. L'Echevin de la Petite enfance, Grégory LECLERCQ (Ecolo) et la direction de la structure s'attellent à conscientiser l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) et le cabinet du Ministre en charge et espèrent des réponses prometteuses d'ici peu.

**\* Compte-rendu non exhaustif des points abordés en séance publique.**